

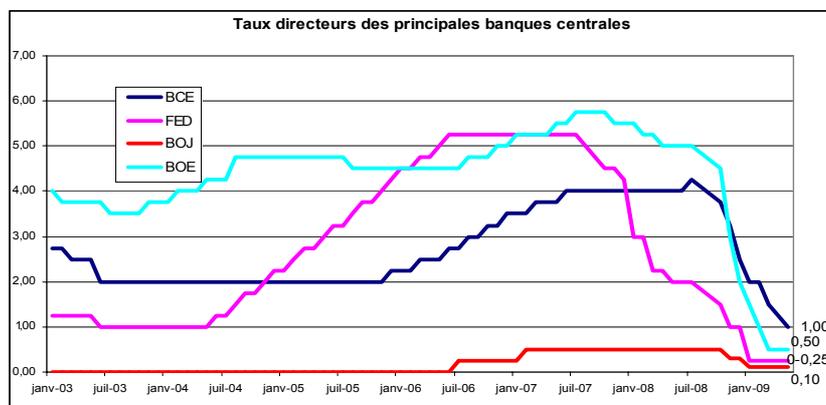
## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire...

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 6 mai 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe qu'en 2010 l'économie de la zone euro devrait croître de manière irrégulière dans un contexte de fortes incertitudes et l'évolution des prix devrait rester modérée.

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a maintenu le 28 avril 2010 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Selon la première estimation du département du Commerce, le PIB des Etats-Unis a crû de 3,2 % au premier trimestre 2010 en rythme annuel. En mars 2010, les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté de 0,6 % par rapport à février. Les prix à la consommation mesurés en mars ont progressé de 2 % sur un an. La production industrielle a augmenté de 0,1 % par rapport à février. Les Etats-Unis d'Amérique ont créé 290 000 emplois en avril. Le taux de chômage progresse de 0,2 point à 9,9 %.



### PIB

La Commission européenne revoit à la hausse ses prévisions

La Commission européenne a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour la zone euro à 0,9 % en 2010 (contre 0,7 %) et à 1,5 % en 2011. Pour l'UE 27, la Commission prévoit un taux de croissance de 1 % (contre 0,7 %) pour l'année en cours et de 1,7 % (contre 1,6 %) en 2011.

### Chômage

Léger recul du nombre de demandeurs d'emploi en France et stabilité du taux de chômage dans la zone euro

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 661 300, à fin mars 2010, soit une baisse de 0,2% sur un mois en données CVS-CJO (- 6 600 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 9,8 % (+ 11,7 % pour les hommes et + 7,8 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A croît de 21,2 %.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en mars 2010, il est stable par rapport à février 2010. Il était de 9,1 % en mars 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en mars 2010. Il était de 8,5 % en mars 2009.

## Inflation

Hausse plus forte de l'inflation en France que dans la zone euro

En mars 2010, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,5 % sur un mois ; sur un an, il croît de 1,5 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,7 %.

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,5 % en avril 2010. En mars, il était de 1,4 %.

## Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire.

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 30 avril 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. La BoJ a révisé ses prévisions de croissance à 1,8 % au lieu de 1,3 % pour l'exercice en cours et à 2 % au lieu de 2,1 % pour l'exercice budgétaire 2011-2012. En mars 2010, la production industrielle du Japon a augmenté de 0,3 % par rapport à février. Les prix à la consommation, hors énergie et produits frais, ont reculé de 1,1 % sur un an en mars pour le treizième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 4,4 % sur un an en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5 % au mois de mars contre 4,9 % en février. En mars 2010, les exportations japonaises ont crû de 43,5 % par rapport à mars 2009, les importations de 20,7 % et l'excédent commercial a atteint 7,6 milliards d'euros.

Risques de surchauffe de l'économie chinoise

Le PIB chinois a crû de 11,9 % en glissement annuel au premier trimestre 2010, après 10,7 % en rythme annuel au quatrième trimestre 2009. En mars 2010, la production industrielle chinoise a augmenté de 20,7 % en glissement annuel. En mars 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a progressé de 2,4 % sur un an. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 24,3 % et de 66 % au mois de mars 2010 en glissement annuel et la balance commerciale chinoise se solde par un déficit de 7,24 milliards de dollars pour la première fois depuis avril 2004.

## Informations bancaires

Pôle commun ACP-AMF

Conformément à l'ordonnance n° 2010-76 portant fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance qui a institué un pôle commun entre l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) et l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour la protection des épargnants, une convention a été signée le 30 avril 2010 par M. Christian Noyer, Président de l'ACP et M. Jean-Pierre Jouyet, Président de l'AMF pour déterminer les modalités de fonctionnement de ce pôle commun.

Le texte est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/acp/Pole-commun/convention-ACP-AMF-30-04-2010.pdf>

## Informations réglementaires

L'ordonnance n°2010-377 du 14 avril 2010 portant extension et adaptation à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et à Wallis-et-Futuna de la loi n° 2009-1255 du 19 octobre 2009 tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises et à améliorer le fonctionnement des marchés financiers a été publiée au Journal Officiel de la République du 16 avril 2010. Elle a principalement pour objet de rendre applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna :

1 - La règle selon laquelle la date de valeur d'une opération de paiement par chèque libellé en franc CFP ne peut différer de plus d'un jour ouvré de la date retenue pour sa comptabilisation sur un compte de dépôt ;

2 - L'obligation pour les banques de fournir aux entreprises qui sollicitent un prêt ou en bénéficient, si elles en font la demande, une explication sur les éléments ayant conduit aux décisions de notation les concernant ;

3 - L'obligation pour l'IEOM de publier, chaque trimestre, un document faisant apparaître la part et le volume des crédits bancaires consentis aux entreprises créées depuis moins de trois ans et aux PME.

## Publications

1 - Les conditions d'accès aux services bancaires des ménages vivant sous le seuil de pauvreté. Le rapport réalisé par le CREDOC pour le Comité consultatif du secteur financier est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/index.htm>

2 - La qualité des billets en circulation : un rôle essentiel de la Banque centrale. L'article de Solange Mirigay et Jérôme Moreau (Banque de France) publié dans le

Bulletin de la Banque de France n° 179 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : [http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu179\\_6.pdf](http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu179_6.pdf)

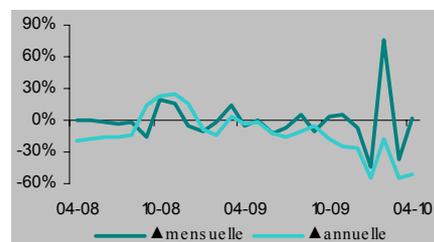
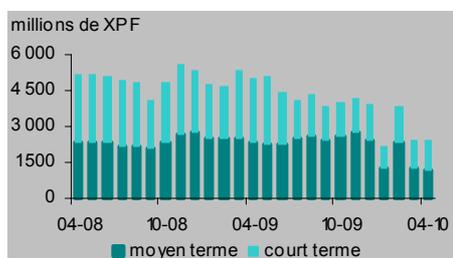
3 – Rapport sur le risque systémique. Le rapport commandé par Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, à M. Jean-François Lepetit, ancien président du Conseil national de la comptabilité et de la Commission des opérations de bourse. Il est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100414raplepetit.pdf>

## 2 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Refinancement des établissements de crédit

Augmentation du refinancement à court terme sur le mois, forte baisse sur l'année tous termes confondus.

en millions de F CFP	avr-09	mars-10	avr-10	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 681	1 152	1 240	7,6%	-53,7%
Utilisations à moyen terme	2 356	1 256	1 207	-3,9%	-48,8%
<b>Refinancement total</b>	<b>5 037</b>	<b>2 408</b>	<b>2 447</b>	<b>1,6%</b>	<b>-51,4%</b>



### Cotation

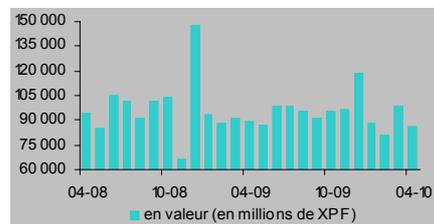
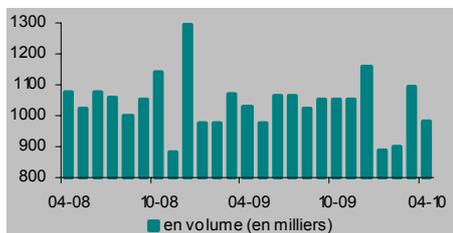
Légère hausse du nombre d'entreprises éligibles au refinancement sur le mois

en nombre	avr-09	mars-10	avr-10
Entreprises cotées :	4 545	5 651	5 780
dont éligibles au refinancement	1 577	1 573	1 589
en %	34,7%	27,8%	27,5%

### Compensation

Baisse des opérations en volume et en valeur au mois d'avril.

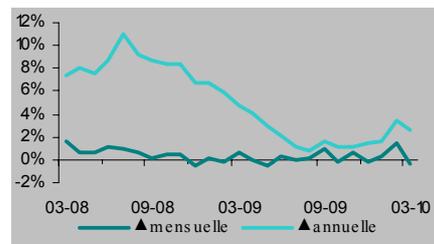
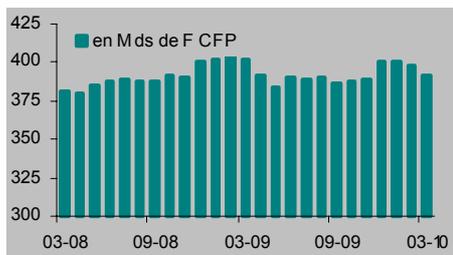
	mars-10	avr-10	▲/mois	Cumul 2010	▲ cumul/an
Nombre	1 092 139	984 096	-9,9%	3 859 808	-4,7%
Montant (millions de F CFP)	98 629	86 008	-12,8%	354 420	-2,3%



### Masse monétaire

Poursuite de la baisse de M3 en mars.

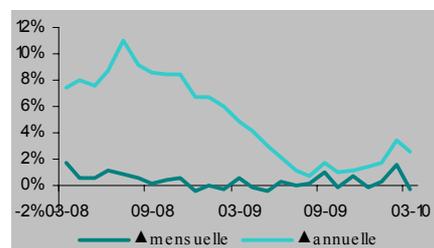
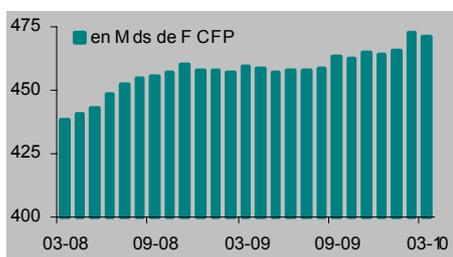
en millions de F CFP	mars-09	févr-10	mars-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 547	13 758	14 346	4,3%	5,9%
Dépôts à vue	145 304	159 141	153 940	-3,3%	5,9%
Comptes sur livrets	82 225	111 635	110 508	-1,0%	34,4%
Comptes d'épargne logement	218	231	227	-1,7%	4,1%
Dépôts à terme	149 022	105 728	105 891	0,2%	-28,9%
Autres	10 929	6 870	6 316	-8,1%	-42,2%
<b>Total M3</b>	<b>401 245</b>	<b>397 363</b>	<b>391 228</b>	<b>-1,5%</b>	<b>-2,5%</b>



## Concours à l'économie des banques locales

Baisse de l'encours global sur le mois mais hausse sur l'année soutenue par les crédits à l'habitat tandis que les créances douteuses continuent de progresser.

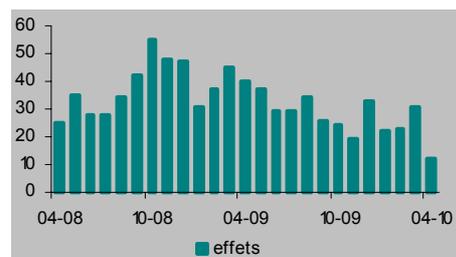
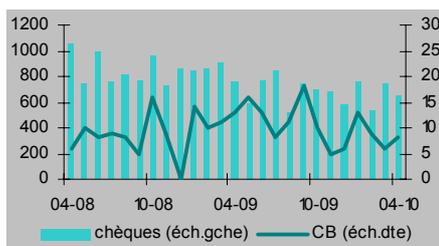
en millions de F CFP	mars-09	févr-10	mars-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	137 953	141 129	139 050	-1,5%	0,8%
Crédits d'équipement	62 601	64 027	63 199	-1,3%	1,0%
Crédits à l'habitat	149 632	154 316	154 540	0,1%	3,3%
Autres crédits	77 908	73 734	74 113	0,5%	-4,9%
Créances dout. brutes	31 230	39 356	40 264	2,3%	28,9%
<b>Total CCB</b>	<b>459 324</b>	<b>472 562</b>	<b>471 166</b>	<b>-0,3%</b>	<b>2,6%</b>



## Incidents de paiement

Baisse sensible du nombre d'incidents de paiement en avril.

en nombre	avr-09	mars-10	avr-10	▲/mois	▲/an
<b>Incidents de paiements :</b>	<b>960</b>	<b>777</b>	<b>671</b>	<b>-13,6%</b>	<b>-30,1%</b>
- sur chèques	756	740	651	-12,0%	-13,9%
- sur effets	40	31	12	-61,3%	-70,0%
- retraits de cartes bancaires	13	6	8	33,3%	-38,5%



## Interdits bancaires

Baisse du nombre d'interdits bancaires pour les personnes physiques sur l'année mais progression pour les personnes morales.

en nombre	avr-09	mars-10	avr-10	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>4 012</b>	<b>3 869</b>	<b>3 878</b>	<b>0,2%</b>	<b>-3,3%</b>
- dont personnes physiques	3 555	3 416	3 424	0,2%	-3,7%
- dont personnes morales	437	453	454	0,2%	3,9%

## 3 – Brèves économiques locales

### Prix

Hausse des tarifs des hydrocarbures à compter du 11 mai

Lors de sa réunion du 5 mai, le conseil des ministres a décidé une revalorisation des tarifs des hydrocarbures pour tenir compte de la forte appréciation des cours du pétrole au cours des derniers mois. Les augmentations des carburants, applicables à compter du 11 mai, sont de 3 F CFP le litre pour l'essence à la pompe et de 6 F CFP le litre pour le gazole, portant leurs prix respectifs à 140 F CFP et 127 F CFP. Néanmoins, les prix fixés dans le cadre du dispositif de soutien à certains secteurs ne sont pas concernés par cette hausse.

## Finances publiques

Standard & Poor's abaisse de BBB+ à BBB- la note à long terme de la Polynésie française.

L'agence de notation Standard & Poors a décidé de dégrader la note à long terme de la Polynésie française de BBB+ à BBB-, compte tenu de la dégradation des comptes publics et de la situation de trésorerie du pays dans un contexte d'instabilité politique et de récession économique. La dette publique a augmenté de 13 milliards de F CFP en 2009, jusqu'à représenter 76 % des recettes de fonctionnement à la fin de l'année. Les projections de S&P pour 2010 pronostiquent une poursuite de l'aggravation de la situation.

S&P table sur un recul de 3 % en volume du PIB entre 2008 et 2009 (après une croissance moyenne annuelle de 2,3 % entre 1996 et 2006). L'agence constate que les principaux moteurs de l'économie polynésienne que sont la consommation des ménages et la dépense publique sont en panne. Elle note également que les secteurs productifs (perle, tourisme, pêche) tournés vers les marchés extérieurs, sont structurellement peu compétitifs.

## Tourisme

La Polynésie française à l'exposition universelle de Shanghai.

La Chambre de Commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) participe, au sein du pavillon français, à l'exposition universelle de Shanghai qui se déroule de mai à octobre 2010. L'objectif est de valoriser la destination touristique polynésienne par le biais de différentes actions (organisation de spectacles et vente de produits locaux). La CCISM apporte à cette occasion tout son support logistique aux entreprises polynésiennes intéressées par l'événement. Le stand polynésien a connu un certain engouement lors de la journée d'ouverture du 19 avril puisqu'il a accueilli 5.600 visiteurs.

Création de l'association « Hôtels de famille de Tahiti et ses îles »

L'association des pensions de famille de Polynésie française et la fédération Haere Mai se sont réunies au cours d'un séminaire organisé par le ministère du Tourisme dans les locaux du CESC. Ces entités, qui défendent toutes deux les intérêts des pensions de famille, se sont regroupées afin de créer une nouvelle association sous l'appellation « Hôtels de famille de Tahiti et ses îles ». Le secteur de la petite hôtellerie familiale marque ainsi sa volonté de faire aboutir des projets communs au sein d'un organisme.

## Energies renouvelables

Le cadre réglementaire pour la revente d'électricité photovoltaïque étoffé

Afin de développer la filière des énergies renouvelables en Polynésie, le gouvernement local a apporté quelques modifications aux conditions réglementaires de raccordement et de rachat de l'électricité photovoltaïque pour les producteurs particuliers. Désormais, ces derniers pourront consommer leur propre production et revendre le surplus au distributeur. En outre, l'Electricité de Tahiti (EDT) devra régler aux producteurs l'électricité qu'ils injecteront dans le réseau sur une base mensuelle, au lieu d'un règlement annuel tel que prévu par le texte précédent.

Par ailleurs, un cadre fiscal a été défini pour les futurs producteurs dans une proposition de loi fiscale présentée et approuvée en commission financière de l'Assemblée de Polynésie. Ce texte prévoit d'exonérer de TVA, de patente, d'impôts sur les transactions et de CST, les particuliers et les petites entreprises souhaitant se doter d'équipements photovoltaïques. Ces conditions fiscales incitatives permettront une simplification des formalités de revente des productions.

Le 21 avril, le conseil des ministres a autorisé la réalisation de 27 projets de centrales de production solaire photovoltaïque. Ces derniers totalisent une puissance installée de 10.520 MWc, soit plus de 10 % du pic de consommation quotidien durant une journée ensoleillée.

## Contrat de Projets

Réunion du 5<sup>ème</sup> comité de pilotage du contrat de projets

Le Haut-commissaire et le président de la Polynésie ont présidé le 5<sup>ème</sup> comité de pilotage du Contrat de Projets qui a permis de dresser un état des lieux de sa réalisation après deux ans d'exercice. Le bilan fait état d'un démarrage progressif de la programmation et de la consommation des crédits. Ainsi à fin 2009, un tiers de l'enveloppe du contrat de projets, d'un montant total de 51 milliards de F CFP, avait été programmé. Par ailleurs, un tiers de ce montant avait été engagé et un dixième des engagements avait été liquidé.

L'analyse sectorielle du contrat de projets révèle des évolutions contrastées selon les divers volets. Les opérations relatives au logement social, représentant près de la moitié de l'enveloppe globale, sont très en retard en raison notamment des difficultés d'acquisition foncière. Après un début difficile, le volet « Environnement » rattrape progressivement son retard grâce aux efforts entrepris dans la simplification des procédures et dans la formation des acteurs. Pour sa part, la concrétisation des projets du

volet « Abris de survie », destiné au refuge des populations en cas de phénomènes cycloniques, est très avancée, l'ensemble des crédits étant d'ores et déjà engagés. Quant à la section « Enseignement supérieur et recherche », elle connaît également un taux de consommation des crédits satisfaisant.

Afin d'accélérer la réalisation des projets, 77 opérations sont programmées en 2010, pour un montant total de 10,3 milliards de F CFP, dont la priorité concerne le logement social (4,6 milliards de F CFP) et l'environnement (3,2 milliards).

## 4 – Brèves économiques régionales

### Australie

#### Relèvement du taux directeur de la Banque de Réserve australienne.

Lors de sa dernière réunion du 4 mai, la Banque de Réserve australienne (RBA) a décidé de relever son taux directeur, l'Official cash rate (OCR) de 25 points de base, à 4,50 %. Depuis octobre 2009, il s'agit de la cinquième hausse de l'OCR, qui a augmenté de 150 points de base en sept mois. Ces dispositions ont été prises afin de contenir les risques inflationnistes pouvant résulter de la reprise de la croissance économique.

La demande des ménages a été relancée par les mesures prises par le gouvernement australien, notamment en matière de logement. Ainsi, au mois de mars, le nombre de permis de construire a augmenté de 48 % en glissement annuel tandis que l'encours des crédits à l'habitat a crû de 8,5 %. En outre, le nombre de demandeurs d'emplois a reculé de 1,8 % en l'espace d'un an, portant désormais le taux de chômage à 5,3 % au terme du premier trimestre 2010 (5,5 % en décembre 2009).

### Les indicateurs de référence

INDICES	Indice	Δ/mois préc.	Glissement annuel
Prix à la consommation - mars 2010 (base 100 décembre 2007)	102,3	0,3%	0,7%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand - février 2010 (base 100 janvier 2000)	123,0	-0,4%	-2,7%
Index BTP 01 - mars 2010 (base 100 août 2001)	1,207	-0,2%	-2,6%
Indice TPP - mars 2010 (base 100 août 2001)	1,185	-0,1%	0,1%

(source: ISPF)

COMMERCE EXTERIEUR (en M FCFP)	janv-10	Cumul 2010	Δ cum/ an. préc.
Importations dont :	10 168	21 113	-8,8%
- produits agroalimentaires	2 279	4 587	-5,4%
- biens de consommation	1 751	3 611	-9,6%
- biens d'équipement	1 755	3 275	-24,0%
Exportations dont :	880	1 929	12,5%
- perles brutes	642	1 366	15,4%
- poissons	8	27	700,4%

(source: ISPF)

TOURISME	déc-09	janv-10	Cumul 2010	Δ cum/ an. préc.
Nombre de touristes	12 958	9 009	-30,5%	-9,9%
Taux d'occupation de l'hôtellerie internationale	41,1%	34,4%	-	-
	fév-10	mars-10	Cumul 2010	Δ cum/ an. préc.
Trafic international à l'aéroport de Tahiti (en nbre de passagers hors transit)	32 096	33 923	105 798	-9,2%

(sources: ISPF, SEAC)

## 5 – Les taux

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,85% à 6,30% (Taux SGGFAS à partir du 01/04/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

#### taux d'intérêt en fin de mois

	30/04/2010	31/03/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,3370%	0,4010%	- 0,064 pt	0,4100%	- 0,073 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,4130%	0,3970%	+ 0,016 pt	0,4530%	- 0,040 pt	banques locales	7,10%	01/07/2010
EURIBOR 3 mois	0,6630%	0,6340%	+ 0,029 pt	0,7000%	- 0,037 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	0,9680%	0,9440%	+ 0,024 pt	0,9940%	- 0,026 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010
EURIBOR 12 mois	1,2360%	1,2120%	+ 0,024 pt	1,2480%	- 0,012 pt	année 2009	3,79%	11/02/2009

#### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/04/2010	31/03/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	Définitions		
TEMPE	0,3453%	0,3434%	- 0,006 pt	0,3476%	- 0,011 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average		
EURIBOR 1 mois	0,4040%	0,4060%	- 0,002 pt	0,4790%	- 0,075 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA		
EURIBOR 3 mois	0,6430%	0,6450%	- 0,002 pt	0,7120%	- 0,069 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate		
EURIBOR 6 mois	0,9540%	0,9530%	+ 0,001 pt	0,9950%	- 0,041 pt	TMO : taux moyen des obligations publiques		
EURIBOR 12 mois	1,2230%	1,2150%	+ 0,008 pt	1,2420%	- 0,019 pt	(source: CDC)		
TMO	3,6400%	3,6700%	- 0,030 pt	3,7400%	- 0,100 pt	TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme		
TME	3,4400%	3,4700%	- 0,030 pt	3,5400%	- 0,100 pt	(source: CDC)		
TRBOSP	3,5800%	3,6800%	- 0,100 pt	3,7600%	- 0,180 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé		
						(dernier vendredi du mois)		

#### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/04/2010	31/03/2010	31/12/2009	30/04/2010	31/03/2010	31/12/2009	30/04/2010	31/03/2010	31/12/2009
date									
taux JJ	0,340%	0,230%	0,145%	0,160%	0,160%	0,430%	0,535%	0,525%	0,465%
3 mois	0,400%	0,340%	0,375%	0,285%	0,280%	0,305%	0,740%	0,710%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,740%	3,870%	3,840%	1,290%	1,470%	nd	3,930%	3,940%	3,020%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,53%
Prêts à taux fixe	6,29%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,32%
Prêts à taux variable	5,72%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,75%
Prêts relais	6,25%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,33%
<b>Crédits de trésorerie</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,73%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,63%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,45%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,85%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	89,6220	1 NZD/XPF	65,3729	1 HKD/XPF	11,5445	1 GBP/XPF	137,1156	
100 JPY/XPF	94,8508	1 AUD/XPF	83,4955	1 SGD/XPF	65,5057	100 VUV/XPF	90,3624	1 FJD/XPF	46,8666

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : M. REMBLIN - Éditeur et imprimeur: IEOM – Agence de la Polynésie française 21, rue du Docteur Cassiau - BP 583 – 98 713 Papeete RP  
Dépôt légal : 18 mai 2010 - Achievé d'imprimer le 18 mai 2010 – N° ISSN 1240-3830